

25 août 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours du Président de la République

Merci beaucoup pour cet accueil, vos mots.

Monsieur le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,  
Madame la ministre des Sports,  
Madame la ministre déléguée à l'Enseignement et à la Formation professionnelle,  
Madame la secrétaire d'Etat à la jeunesse,  
Mesdames et Messieurs rectrices et recteurs,  
Mesdames et Messieurs les hauts cadres de l'Éducation nationale,  
Mesdames et Messieurs,

Vous venez de le dire, je suis à la fois heureux et honoré d'être parmi vous aujourd'hui, d'abord pour signifier combien ce moment est important pour moi, ce moment rituel que nous avons tous connu qui scande à la fois la vie de la Nation, la vie de nos familles, nos souvenirs et nos vies intimes, celui de la rentrée scolaire. Pour rappeler ici, je n'ai pas besoin de le faire pour vous, mais rappeler peut-être plus largement à la Nation combien ce moment reste un miracle d'organisation absolument inédit et incomparable dans la vie du pays. Chaque année, grâce à votre travail, à l'engagement de toutes celles et ceux qui vous accompagnent dans votre tâche quotidienne, à l'engagement de nos enseignants partout en France, en métropole comme aux Outre-mer, ce sont des classes d'âge entière qui entrent à l'école maternelle, au collège, au lycée, aussi dans l'enseignement supérieur et des millions de nos compatriotes qui accèdent au savoir. C'est le rite le plus structurant de la vie de la Nation chaque année, un trésor, en effet, d'organisation.

Si je suis là aujourd'hui, dans ce moment si chargé, en cette rentrée sur laquelle j'entends, comme chaque année, c'est normal, beaucoup de commentaires et d'inquiétudes. Je veux dire ici, qu'ayant fait le point avec le ministre hier, j'ai pleine confiance, Monsieur le ministre, et dans vous toutes et tous pour que les choses se passent bien. Je sais les difficultés qu'il y a que nous connaissons en matière de recrutement, elles ne sont pas nouvelles, elles ne sont d'ailleurs pas supérieures à celles de l'année dernière. J'ai donné mandat au ministre, et nous n'avons d'ailleurs pas attendu cette rentrée pour le faire, avec vous, d'organiser les choses pour régler ces sujets sur le court terme avec des femmes et des hommes de grande qualité qui vont être devant nos étudiants, nos élèves, nos adolescents et de conduire aussi, et j'y reviendrai, des réformes le plus larges pour régler de manière, oserais-je dire, plus structurelle, parfois le déficit d'attractivité qu'il y a dans certaines filières ou pour une partie de nos enseignants.

Mais je tenais à être auprès de vous pour cette première rentrée de mon second quinquennat, d'abord, pour évidemment vous encourager pour celle-ci, mais pour vous parler des cinq années à venir, et pour essayer avec vous de décliner l'ambition pour l'école, pour que tous ensemble nous puissions partager des constats, établir des priorités, fixer des objectifs, pas simplement pour l'année qui s'ouvre mais les cinq années qui viennent. Un instant, vous venez de nous replonger, mais le lieu nous y invite, dans notre histoire. En effet l'école, et en particulier ce lieu, ont toujours été au cœur des grands projets de la Nation. Et dans ce moment où notre Nation est percutée par de grandes inquiétudes, qui sont ceux de notre temps, de notre époque et beaucoup de choses qui ne sont pas le fruit de l'école, le fait de l'école, mais qu'elle vient agréger, subir, à laquelle parfois on demande d'apporter des solutions ; je crois très profondément que, comme cela a été valable pour les pères de la République, il nous faut en effet reconvoquer notre histoire et savoir réinventer une ambition au service de ce projet de la Nation qui est de redonner confiance et foi dans la science, de redonner confiance en eux-mêmes à nos compatriotes, et de bâtir la matrice commune d'une vie de citoyens ensemble. C'est cela l'objectif que nous devons poursuivre. Il est immense, mais c'est celui-là qu'il nous faut reconvoquer.

Alors, en le faisant, je veux simplement un instant me tourner vers un passé récent. D'abord pour vous remercier, vous remercier, vous toutes et tous, mais avec vous l'ensemble de nos enseignants, également les parents d'élèves, les élus locaux, pour avoir tenu durant ces un peu plus de deux années de pandémie. Je le dis, et c'est vrai pour beaucoup de nos administrations, oserais-je dire que c'est peut-être plus vrai encore pour notre école. D'abord parce que nous avons fait le choix et il n'a pas été unanime, nous le savons, en Europe, au-delà de ça, parmi les Nations qui ont été ainsi le plus touchées par la pandémie, très tôt de rouvrir notre école. Et je le sais, pour beaucoup d'entre vous, la pression a été grande, l'angoisse parfois. On savait parfois peu de ce virus, on nous expliquait qu'on pouvait s'en protéger en limitant les contacts et néanmoins, dès le début de la crise et pendant ce qui était encore la première vague, nous avons pris collectivement la décision de rouvrir l'école, convaincus que, en effet, pour nos enfants, en adaptant les choses, en particulier pour les collégiens, plus encore pour les lycéens ; être à l'école, avoir accès à leurs camarades, à leurs enseignants, aux savoirs, à

ce que l'école aussi prodigue, a la possibilité d'avoir, pour certains de nos enfants, le seul repas quotidien ainsi servi. C'était un élément véritablement de cohésion de la Nation et de résistance à ce virus. Je voulais très solennellement ici vous remercier de l'avoir fait. Je n'ai pas oublié, moi non plus, ce 11 mai 2020 où nous avons rouvert les classes. Rien n'était écrit. Beaucoup d'angoisses étaient là, beaucoup d'hésitations chez les uns, peut-être parfois des refus chez les autres, mais vous l'avez collectivement fait. Je vous en remercie solennellement. Je crois, avec le recul, que c'était le bon choix pour nos enfants, nos adolescents, notre jeunesse, mais cela a été possible, là aussi, par votre engagement, votre dévouement, votre courage, et une organisation parfaite.

Nous avons, vous avez, et je vous en remercie vivement, fait aussi beaucoup pour l'école, pour nos élèves au cours du précédent quinquennat. C'est la grande difficulté de votre serviteur de définir une ambition tout en étant débiteur de son propre bilan. Je l'assume totalement et je crois aussi à cet « en même temps ». Vous avez en effet, nous avons, œuvré beaucoup durant ces cinq années pour l'école. J'associe à ces remerciements votre prédécesseur, Monsieur le ministre, Jean-Michel BLANQUER, qui a œuvré sans relâche. Alors, je vous épargnerai, surtout à vous, le catalogue exhaustif des actions menées.

Mais rappelons tout de même que durant les cinq années qui viennent de s'écouler, nous avons rendu l'instruction obligatoire dès 3 ans pour mieux lutter contre les inégalités à la racine ; que plus de 375 000 élèves de Grande Section, de CP et de CE1 ont bénéficié du dédoublement des classes qui leur permet d'apprendre les bases : lire, écrire, compter dans de meilleures conditions ; que le recrutement de 42 % d'AESH supplémentaires a permis d'accueillir, dans nos établissements, plus de 400 000 enfants en situation de handicap, avec près de 20 % d'augmentation ; que des écoles rurales ont été préservées pour permettre à nos enfants de pouvoir étudier au plus près de chez eux. Que nous avons mis en place des petits déjeuners gratuits qui ont profité à plus de 245 000 élèves l'an passé, des repas à 1 euro, des aides aux devoirs qui ont bénéficié à un tiers des collégiens en 2021-2022 ; des vacances apprenantes inventées collectivement pendant l'épidémie ; et des suivis plus personnalisés à tous les niveaux de scolarisation des élèves, tout cela afin de pallier des inégalités criantes et lutter contre l'échec scolaire.

Que nous avons développé l'éducation artistique et culturelle, si importante à mes yeux, au travers du pass Culture, bien sûr, mais aussi de cette ambition profonde de remettre au cœur de l'école et du projet pédagogique l'importance de cet enseignement, avec cet épiscentre de Guingamp plusieurs fois rappelé ; que la réforme du lycée du baccalauréat a donné aux élèves plus de choix quant à leur apprentissage, favorisé leur travail régulier ; que nous avons œuvré à leur offrir un meilleur accueil dans le supérieur en mettant en place Parcoursup qui permet une orientation plus éclairée avec toutes les améliorations qui nous restent. Mais je n'oublie pas non plus le système APB qui existait au printemps 2017 et où, avec moins d'élèves qui sortaient du baccalauréat, nous avions beaucoup plus de difficultés. Que nous avons développé les formations professionnelles permettant à plus de 700 000 jeunes de s'engager dans des contrats d'apprentissage l'an dernier, ce qui fut un record ; enfin, que nous avons ancré une culture de l'évaluation dans les classes, notamment en CP, CE1, en 6ème, pour permettre aux établissements de mieux répondre aux difficultés des élèves. Tout cela malgré un peu plus de deux années d'épidémie qui ont bousculé en profondeur, évidemment notre Education nationale : tout cela vous l'avez fait. Je veux ici également très solennellement vous en remercier. Je suis fier de toute cette action, à mes yeux, cohérente, car elle s'inscrit dans le droit fil de ce que je viens d'appeler des missions qui sont collectivement les nôtres.

Il nous faut toutefois être lucides. Malgré le travail exceptionnel des enseignants, des chefs d'établissement, des directrices et directeurs, de toute la communauté éducative, de vous toutes et tous, il y a, certains appellent cela un malheur français, d'autres diraient un trouble, certains un malaise. Force est de constater que tout ne va pas bien dans le meilleur des mondes. Et donc, la fierté d'un bilan objectif que je viens ici de rappeler, qui est le nôtre, ne m'empêche pas d'avoir le constat lucide qui est que nous avons encore trop d'élèves malheureux, trop de parents d'élèves anxieux, même s'il y a une bonne anxiété, il y en a une qui ne justifie pas ; de professeurs désabusés ou qui sont le sentiment d'avoir parfois perdu le sens de la mission, d'autres fois de ne pas être reconnus comme ils le devraient, et d'entreprises qui ne trouvent pas de jeunes formés.

Et, pardon de cette expression, peut-être un peu de bon sens, mais compte tenu de l'investissement qui est celui de la Nation, compte tenu de la bonne volonté que je vois chez tous les acteurs, et compte tenu du constat cruel que je viens de faire : ça veut dire que quelque chose ne marche pas dans notre organisation collective, nous sommes obligés de le regarder en face, et que nous devons collectivement l'améliorer, retrouver du sens, le fil directeur de quelques ambitions, mais aussi avoir l'audace de changer, en quelque sorte de méthode, sur certains points fondamentaux si nous voulons sortir de ce que certains voudraient présenter comme une fatalité, et si nous voulons aussi avoir l'honnêteté de nous dire que cela ne se règle pas simplement par plus de moyens. Plus de moyens, nous l'avons déjà fait plein de fois dans notre histoire. Quand le système est mal organisé, mal fonctionné, qu'il repose sur trop de défiance, qu'il est perclus de combats, de doctrines parfois d'arrière-garde : il ne fonctionne pas mieux.

Il nous faut donc essayer d'aller de l'avant. Je le dis là aussi à la lumière de ce constat, je dirais subjectif que je ressens, que je vois avec vous, mais aussi d'un constat plus objectif qui est mesuré par les évaluations

internationales, avec la cruauté de celles-ci, qui est que nous n'y voyons pas encore les résultats de ce que nous avons mené ces dernières années. Je le dis aussi parce que l'ambition que je veux porter avec vous, elle doit reposer sur le constat que je fais là, le fait qu'une partie de ce constat, sans doute nous avons commencé de le traiter avec ce qui a été fait durant les cinq dernières années, mais que cela n'y suffit pas. Force est de constater que le nombre d'élèves en difficulté en 10 ans a augmenté de 10 points, que 1 collégien sur 4 ne possède pas le niveau attendu à l'entrée en 6ème aussi bien en lecture qu'en mathématiques, c'est là où j'espère que dans les toutes prochaines années, nous verrons les conséquences de ce que nous avons fait durant les quinquennats précédents ; que nos résultats internationaux restent extrêmement préoccupants.

Là, je pense aussi que nous pouvons avoir les premières conséquences des réformes menées ces cinq dernières années, c'est le temps long dans lequel nous nous inscrivons et qui est nécessaire, mais là aussi, de manière objective, nous devons regarder le fait que notre système scolaire ne corrige pas suffisamment les inégalités de naissance, que la réussite d'un enfant reste trop dépendante de l'origine sociale de ses parents, que le métier de professeur n'attise plus le rêve et que les vocations se tarissent et que c'est la cause profonde de la situation que nous connaissons dans cette rentrée comme dans les précédentes, mais qui doit aussi conduire collectivement à sortir des débats datés. Il y a des gens qui sont de formidables enseignants et qui sont contractuels, et c'est parfois très intelligent de prendre des contractuels pour faire certaines missions. Ce n'est pas non plus un tabou et c'est vrai pour l'Éducation nationale comme pour toutes les tâches, y compris les plus régaliennes qui soit. Mais nous devons là aussi constater qu'il y a de la désaffection, des frustrations, auxquelles nous devons collectivement répondre.

Et puis, tout ça s'ajoute au fait que l'école est en quelque sorte le réceptacle de toutes les tensions qui existent dans la société. Nos sociétés occidentales voient un modèle familial bousculé, c'est l'école qui en vit les premières conséquences. Quand la famille est éclatée, parfois dépassée par les difficultés propres, les transformations, le choc anthropologique du numérique, de la violence qui s'y déferle, en tout cas de sa faible régulation : l'école en vit toutes les conséquences. Les tensions que nous connaissons dans notre société sur la question de la laïcité : l'école est aux avant-postes. Evidemment, les grandes difficultés économiques et les grands changements économiques et sociaux : l'école a un défi parce qu'elle prépare nos enfants à ses compétences.

Je fais ce tableau qui n'a pas vocation à être pessimiste, puisque j'essaie collectivement avec vous, de le faire de manière lucide, pour dire que la tâche est immense, mais que nous pouvons l'affronter. Nous pouvons l'affronter parce que, je vous connais et que depuis cinq ans, même un peu plus que je me déplace, je vois partout sur le terrain des femmes et des hommes de bonne volonté, investis à la tâche avec un dévouement, un engagement exceptionnel ; parce que je connais nos enseignants et parce que je sais justement combien dans la vie de la Nation, l'école, l'enseignement, est clé pour nos compatriotes, parce que c'est ce qui permet l'émancipation, c'est ce qui permet de vivre en citoyen. Et donc, nous avons tout en notre possession pour relever ces défis. Mais nous devons regarder aussi les échecs qui parfois ont été les nôtres et la situation de grandes difficultés dans laquelle nous sommes aujourd'hui et que nous avons à affronter.

Alors que voulons-nous ? Nous rêvons que nos enfants s'épanouissent à l'école, qu'elle leur permette à tous de choisir leur destin, de trouver un travail qui réponde à leurs envies, à leurs talents, aux besoins de notre société ou aux enjeux du siècle. Ni plus ni moins. Et donc, transmettre des savoirs, donner une capacité critique à nos enfants puis nos adolescents et leur donner confiance en eux. Je crois qu'il faut totalement assumer. J'entends parfois les débats, parfois je m'y perds moi-même parce que je ne les comprends pas totalement. L'école est un lieu de transmission du savoir, oui, mais c'est en même temps un lieu de transmission du savoir où on doit donner confiance en soi à des enfants et à des adolescents. Je crois que l'un ne s'oppose pas à l'autre et quiconque essaie de dire qu'il faudrait transmettre le savoir d'une manière univoque en créant la défiance, à mes yeux se trompent beaucoup. Toutes les études maintenant le montrent qu'elle soit de neuroscience, anthropologique, sociologique ou autres, mais quiconque pensait qu'à l'école, on doit simplement construire du bien-être sans transmettre des savoirs, créera une drôle d'école, en tout cas, à mes yeux.

Il faut faire ça ensemble. Oui, nous rêvons d'une école qui fasse ainsi réussir nos enfants et qui fasse réussir la France. J'assume totalement que notre mission à tous soit tournée vers les élèves qui sont parfois les grands absents des débats. C'est notre vocation, l'objectif qui est le nôtre, pour faire des jeunes plus heureux, pour faire des citoyens bien formés, pour faire des citoyens et des républicains. Nous voulons faire de cette école, de notre école, le terreau où grandit l'égalité des chances et pas le terrain des reproductions sociales. C'est pourquoi l'école doit être un vivier brassé par la solidarité républicaine, vivifié de bout-en-bout par la même foi dans l'effort et dans la transmission. Tout ça dépasse aussi le projet que nous avons simplement à l'école. Je ne parlerai pas aujourd'hui et que j'y reviendrai dans les prochaines semaines du Service national universel, où vous avez joué un rôle et vous continuez à jouer un rôle extrêmement important et nous y reviendrons ; mais ce que je dis là est au cœur, avant tout, du projet de l'Éducation nationale.

Pour cela, si nous sommes clairs sur ces orientations, forts de ce que nous avons déjà entamé et de la lucidité partagée, nous devons aller plus loin et plus vite. A la maternelle, nous renforcerons l'attention au

développement de l'enfant car nous le savons désormais, beaucoup de choses se jouent très tôt. Je veux ici saluer le travail qui a été fait ces dernières années, consolidant l'acquis des neurosciences, tout ce que nous savons sur la manière d'apprendre dès le plus jeune âge, la part qui joue les émotions, l'ouverture aux autres élèves, les innovations en termes pédagogique et remercier toutes celles et ceux qui y ont contribué. Je crois que ce que nous avons consolidé avec les réformes que j'évoquais doit être là, poursuivi, avec un investissement de la Nation qui se poursuivra aussi.

À l'école primaire, nous continuerons à mettre l'accent sur les apprentissages fondamentaux et nous généraliserons la pratique quotidienne du sport et de la culture. Et il est vrai que la transformation qui se fera dès cette rentrée, c'est celle qui vaut pour le sport, qui après l'expérimentation menée ces dernières années, va conduire à cette généralisation au primaire et qui est clé pour faire de notre pays, cette Nation sportive plusieurs fois évoquée, et bien consolider le fait que nos Jeux Olympiques de 2024 sont un rendez-vous important, mais que toute la Nation y est embarquée parce que nous savons aussi que c'est un élément clé pour mieux enseigner et permettre de donner à nos enseignants la possibilité d'utiliser le sport pour créer les conditions d'un enseignement plus adapté. Quand des moments sont là, ou des jeunes sont dissipés, ou qu'il y a un besoin justement de recréer du collectif pour recréer de la confiance dans l'école, parce qu'on sait que ce sont d'autres capacités, qu'on a des jeunes qui, dans la pratique sportive, expriment de l'excellence, de la réussite, et que reconnue ainsi dans le cadre scolaire, elle redonne de la confiance dans l'école et par l'école, et parce que nous savons que c'est une formidable politique de prévention, en termes de santé publique. Et je crois que c'est un des rôles de notre école.

De la même manière, nous continuerons de poursuivre les réformes qui ont été commencées en termes de formation des enseignants pratique sur les mathématiques. Et puis, nous continuerons le travail sur l'éducation artistique et culturelle. Au collège pour mieux accueillir nos élèves, nous ferons de la sixième une liaison efficace et transversale avec le primaire où chacun se sentira accompagné dans cette transition importante, en laissant là aussi beaucoup de souplesse, de liberté, en fonction de la réalité du terrain et des difficultés observées. Et nous créerons aussi, à partir de la cinquième, une demi-journée avenir hebdomadaire qui éveillera des vocations, favorisera une meilleure orientation en faisant découvrir aux élèves de nombreux métiers, notamment des métiers techniques, manuels, métiers relationnels mettant en valeur d'autres formes d'intelligence que le savoir académique. Ouvrir, en quelque sorte, l'école aux métiers, aux savoirs, aux pratiques, qui ne sont pas forcément celles qui s'y enseignent ou qui sont connues.

C'est l'inverse de la caricature que j'ai entendue sur ce sujet. Ce n'est pas faire de l'orientation dès la cinquième. Je suis prêt à m'attaquer à beaucoup de tabous. Je connais la force du collège unique et je suis attaché au demeurant, comme vous et comme nous tous, à ce que nous puissions donner le maximum de chances à tous les élèves, d'où qu'ils viennent. Mais la réalité, c'est que nous ne faisons pas notre travail comme il se doit en termes d'orientation, quels que soient les efforts que nous faisons sur le Parcours sup, c'est la capacité d'une famille à connaître les métiers qu'il y a à l'extérieur, à bâtir du réseau, qui est encore structurante pour obtenir les bons stages en troisième et orienter les élèves comme il faut, quand on arrive en classe de terminale. Pour mieux choisir, on doit informer plus tôt. Et c'est ça l'objectif de ce rendez-vous à venir dès la cinquième, c'est permettre à nos jeunes de connaître d'autres métiers et c'est aussi un peu mettre fin à un tabou qui ferait que l'école serait fermée sur elle-même. L'ouvrir aux entreprises, à des acteurs de l'extérieur, c'est un formidable levier. Beaucoup le font déjà pour pouvoir le généraliser. Mais c'est donner la chance à tous les enfants de la République de connaître des métiers, de connaître des professionnels, quelles que soient les orientations de ces derniers dans le cadre de l'école, pour pouvoir bâtir leurs orientations à venir, et les y aider. Ce que nous avons du mal à faire et ce que nous ne faisons collectivement que trop peu.

Nous allons aussi étendre le pass Culture, dès la sixième, et renforcer la lutte contre le harcèlement scolaire pour éviter ces ostracismes qui font tant de mal à nos enfants. Sur ces deux sujets, ce sont deux batailles essentielles. Le pass Culture de la sixième, c'est acter une chose : le pass Culture a commencé à fonctionner, à se développer, quand on l'a mis comme un levier pour nos enseignants, et quand on vous a permis de le déployer au lycée, en particulier. Parce qu'on s'est aperçu qu'au fond, la défiance qu'il pouvait y avoir, la difficulté de s'en saisir pour les plus jeunes ou les défiances qu'il pouvait y avoir chez d'autres, étaient complètement levées si on en faisait un instrument pour accompagner nos politiques pédagogiques. Et là aussi pour lever ce qui était une réalité que beaucoup des enseignants connaissent, c'est que l'accès à la culture, parfois, avait un frein, qui était un frein économique. Et donc le pass Culture permet d'accompagner, mais avec l'enseignant qui oriente, qui accompagne. Et donc tout le travail que nous allons continuer sur l'éducation artistique et culturelle, ce lien entre l'école, le collège, le lycée et le périscolaire, et le pass Culture comme un instrument pour accompagner les conseils, les recommandations, les pratiques, les initiatives que prennent les enseignants est un tout extrêmement cohérent qui, je pense, va complètement changer l'accès aux pratiques culturelles de nos adolescents.

Et puis, la lutte contre le harcèlement scolaire que j'évoquais est un combat que nous menons depuis plusieurs années, sur lequel, là aussi, je veux vous remercier des efforts faits, que nous allons continuer avec Monsieur le ministre. Parce que nous le savons, quelles que soient les formations que nous avons menées ces dernières années, que nous devons continuer de généraliser, quel que soit l'investissement avec les plateformes

années, que nous devons continuer de généraliser, quel que soit l'investissement avec les plateformes téléphoniques mises en place, quel que soit le rôle extraordinairement important joué par les associations qui se sont développées ces dernières années, le harcèlement scolaire et le e-harcèlement — qui sont un continuum de la haine et de l'obscurantisme — demeurent un fléau qui nourrit parfois la peur de l'école chez certains de nos enfants et la déconstruction de l'apprentissage du civisme à l'école, qui grandit en quelque sorte dans ce qui étaient ces zones d'ombre. Et je sais tout l'investissement que cela implique, dans le temps scolaire comme périscolaire, le dialogue renouvelé qu'il faut avoir avec les familles, avec les acteurs du périscolaire. Mais je veux insister sur l'importance de cette bataille.

Au lycée, nous continuerons à renforcer les mathématiques, dans le tronc commun — toujours dans cette logique d'étayer les savoirs fondamentaux — et prenant acte aussi des premiers retours que nous avons eus de la réforme du baccalauréat, et des besoins que nous avons, en particulier sur la première, et pour ne pas perdre le fil de cette excellence française qui a fait fleurir tant de talents extraordinaires qui participent à la construction du monde de demain. Je ne vais pas ici égrener la totalité de tout ce que nous allons porter, le Ministre le fera avec vous. Mais l'ambition que nous continuerons d'avoir est à mes yeux extrêmement structurante.

Je veux insister, venant sur le lycée, sur l'importance de la transformation de la voie professionnelle, que j'entends que nous conduisons dans les cinq ans qui viennent. En effet, c'est une réforme à laquelle je tiens beaucoup et que je souhaite que nous puissions, ensemble, conduire. En troisième, un collégien sur 3 s'oriente dans la voie professionnelle, un sur 3, mais c'est trop souvent sans l'avoir voulu. Les lycées professionnels comptent deux tiers des décrocheurs et accèdent plus difficilement à l'emploi. Et nous avons de facto, collectivement, malgré tous les moyens mis, la bonne volonté collective et le professionnalisme, l'engagement de tous les acteurs du déterminisme social. Vous avez plus d'enfants d'ouvriers et moins d'enfants de cadres dans la voie professionnelle, qu'il n'y en a dans la voie générale, et que, malgré le fait que nous avons énormément de métiers en tension depuis de nombreuses années, ils devraient être formés par cette voie professionnelle. Deux ans après l'obtention de leur diplôme, 41 %, simplement, des titulaires d'un CAP ont un emploi, et 53 % pour ceux qui ont un Bac Pro.

Collectivement, c'est inacceptable. Ça veut dire que nous avons un gâchis collectif. Un gâchis dans l'orientation en amont, un gâchis pendant, et un gâchis après, qui rend tout le monde malheureux. Cette situation, elle fait subir une expérience d'entrée dans la vie active traumatisante à trop de ces jeunes, comme je le disais souvent, issus de milieux modestes. D'autant que les entreprises ont besoin de jeunes professionnels bien formés dans les métiers manuels et techniques. La voie professionnelle, d'abord, ne doit pas être une voie par défaut. Ça doit être une voie par choix et une voie de choix, et je l'assume totalement. Parce que pour beaucoup de ces filières, elles ont des certitudes de débouchés, y compris dans la durée réelle. Il faut donc culturellement les valoriser dès le plus jeune âge, et ce, entre autres, à travers, les Journée Avenir, mais au-delà de cela, par des initiatives à prendre et un changement et une conversion du regard. Mais nous devons aussi continuer de changer, je dirais tout au long de l'existence. Notre pays et nos entreprises ont besoin de ces talents que l'école méconnaît encore trop souvent.

C'est pourquoi cette transformation profonde de la voie professionnelle, je souhaite que nous la menions, pas en disant : c'est une idée sympathique et on l'a déjà entendue 10 fois. Parce que là aussi, on a un bilan. Ça fait 20 ans qu'on disait : on va faire 500 000 apprentis. On est passé de 260 à plus de 700 000 apprentis. Et donc ce qu'on a réussi à faire à travers la réforme de l'apprentissage, nous devons en tirer des conséquences pour réussir la réforme de la voie professionnelle, parce qu'il n'y a aucune fatalité, c'est bien ce qu'on a vu. Et qu'est-ce qu'on a fait ? On a levé tous les tabous, on a fait un geste de confiance. On a dit : l'apprentissage, on l'a valorisé. On a dit : c'est important. On a fait confiance aux métiers qui recrutaient des apprentis, en regardant avec les branches professionnelles, les cahiers des charges, de compétences, mais aussi d'organisation du temps. On a simplifié les aides et on en a mis davantage, et on est sorti des débats que nous adorons chez nous pour savoir si c'était l'Education nationale ou le Travail, l'Etat ou les Régions pour dire : ce ne sera personne de tout ça. C'est des gens qui vont prendre les jeunes, avec des formateurs. Et quand on se tourne pour regarder, mettre au cœur de la politique publique celle ou celui qui doit en bénéficier, les choses deviennent beaucoup plus simples. Nous avons fait de la guerre de mouvement avec un objectif : le bien être des jeunes. Nous sommes sortis des guerres de tranchées.

Forts de ce résultat de cette méthode, nous avons voulu bâtir, c'est la raison d'être de ce nouveau Ministère de l'Enseignement et de la formation professionnelle avec une double tutelle : Travail et Education nationale. Alors, nous devons continuer à faire évoluer les regards sur ces métiers techniques et manuels comme je le disais. Et à cet égard, le rendez-vous de 2024 avec les Jeux Olympiques des métiers, sera une formidable opportunité. Mais il faut que dès maintenant, nous mettions en place ce travail en profondeur, cette transformation de nos lycées professionnels. Adapter aux besoins du marché du travail et des élèves, nos formations. Et donc, il vous reviendra de bâtir cette transformation profonde avec les Ministres, mais en confiant aux lycées professionnels l'autonomie, les moyens d'innover, de mieux préparer les jeunes au monde de l'entreprise, et de développer les temps de stage d'au moins 50 %, en rémunérant de manière correcte ces stages. C'est un des leviers formidables de leur valorisation. Et aujourd'hui l'écart qu'il y a entre les stages que nous connaissons en lycée

pro et ce que touche un apprenti n'est pas soutenable. On va devoir aller vers une convergence de toute façon, nous le savons, de ces dispositifs. De recruter davantage de professeurs associés issus du monde professionnel, qui verra sa place renforcée dans les conseils d'administration. De préparer les jeunes à la recherche d'emploi avant la fin de leurs études, en quelque sorte de ré-arrimer, très en profondeur et en amont, les lycées professionnels avec le monde du travail. Il vous faudra donc revoir, en lien avec les régions, la carte des formations, assumer ensemble de fermer celles qui n'insèrent pas, et développer celles qui marchent. En créer aussi de nouvelles tournées vers les secteurs qui recrutent, adapter les diplômes aux nouvelles compétences requises en faisant preuve d'agilité. Je compte sur vous pour porter, avec la Ministre déléguée et le Ministre, cette double ambition de la réussite de nos lycées qui sera absolument clé pour le plein emploi.

Mais vous le voyez, je pense que la confiance dans l'éducation, pour les familles comme pour nos jeunes, passe par ce travail en profondeur que nous devons avoir sur l'orientation, le réinvestissement dans les lycées professionnels et notre capacité à repoursuivre ces objectifs simples, en nous donnant les moyens de recruter, de reformer, d'investir mais aussi de repenser le lien entre le lycée professionnel et les différentes branches et les métiers pour pouvoir obtenir ces résultats.

Tout cela, et je vais là à la cavalcade, suppose aussi un pacte de confiance avec les enseignants, profond, massif, ambitieux. Nos enseignants, je le disais, ont le sentiment d'être insuffisamment reconnus. Je crois que ce n'est pas qu'un sentiment, c'est une réalité, pas de vous, ni de moi, mais dans la société. C'est un sujet, si je devais dire les choses de manière crue, de sens et de reconnaissance et de rémunération. C'est pourquoi nous avons, sur la base des travaux du Grenelle, que vous avez là aussi conduits, commencé une revalorisation générale de la rémunération, il y a deux ans, qui sera poursuivie, en faisant qu'aucun professeur ne débute sa carrière à moins de 2 000 euros net, mais par un investissement massif de la nation que nous assumons, que le Ministre va continuer de poursuivre et qui permettra environ 10 % d'augmentation de la rémunération par rapport au statu quo ante pour nos enseignants et là, de manière totalement inconditionnelle.

À cela s'ajoutera ce pacte pour les enseignants qui lui permettra, sur une base volontaire ouverte, à toutes et à tous, pour celles et ceux qui veulent s'engager dans le suivi individualisé, dans des missions supplémentaires, dans des tâches d'encadrement, dans des actions qui ont du sens et qui sont déjà la réalité de tant et tant de nos enseignants, de pouvoir être reconnus dans cette tâche et rémunérés, et donc d'avoir en quelque sorte un deuxième volet, qui n'est pas celui d'une revalorisation générale mais d'un pacte pour les enseignants, et qui permettra une rémunération supplémentaire. Ce qui conduira, par rapport au statu quo ante, de pouvoir mener cette augmentation jusqu'à 20% de celle-ci, grâce au pacte, pour toutes celles et ceux qui rentreront dans cette logique. Et donc vous le voyez, il y a en quelque sorte, pour le dire de manière très simple, très crue, un étage inconditionnel général et puis un étage qui permet aussi de reconnaître, de valoriser, d'encourager, par un pacte de confiance, des missions supplémentaires, des tâches qui sont déjà bien souvent le cas d'engagement, de suivi individualisé, d'encadrement.

Et puis la confiance que nous devons à nos enseignants passe par une amélioration de la formation initiale. J'ai conscience, en vous disant cela, que je parle à des responsables, des encadrants de l'Éducation nationale, qui peut-être n'ont pas entendu tant de Présidents leur parler d'une telle réforme, mais sans doute beaucoup de Ministres le faire. Donc je le fais avec beaucoup d'humilité, mais je crois qu'il est clair que nous devons repenser, et sans doute plus en profondeur qu'on ne l'a fait ces dernières années, la formation de nos enseignants. Et cela passe pour moi aussi dans un sujet de reconnaissance. Pourquoi ? On s'est souvent perdus dans des sujets, des querelles doctrinales, sur ce sujet, il faut dire les choses. Et puis on a souvent, compte-tenu de la rémunération faite, demandé des diplômes universitaires qui étaient excessifs pour certains, en formant insuffisamment au métier lui-même pour d'autres, si je résume en termes sommaires le constat que je peux faire avec vous. Je crois qu'il faut assumer que c'est une vocation, un engagement, un métier formidable qui a du sens et qui, comme la nation a parfois su le faire, peut-être doit nous donner l'audace de regarder que des gens ont le droit de s'engager dès le baccalauréat dans ce beau métier, d'avoir une filière qui est un peu fléchée, un peu accompagnée, valorisée, où on leur permet de consolider des savoirs fondamentaux qui seront indispensables pour exercer leur métier, des savoirs pratiques, mais aussi un parcours ad hoc. Cela a pu exister par le passé, je ne vais pas ici prononcer des mots qui tout de suite donneraient lieu à des débats dans la communauté, mais il y aura des débats. On vit de cela, c'est parce que nous sommes un pays de passions.

Mais moi, je pense qu'on ne peut pas rester dans le système hybride où nous vivons, où au fond, de fait, on a des enseignants qui ont un parcours universitaire parfois très long, qui est le fruit aussi des difficultés que nous avons sur l'orientation post-bac, il faut dire les choses, et qui compte tenu de la structure de rémunération et ensuite des missions qui sont les leurs, pourrait en quelque sorte être construit collectivement différemment, ce qui serait mieux pour eux et mieux pour la Nation entière. Donc vous l'avez compris, le sujet de la formation des enseignants, je souhaite qu'on le reprenne à bras le corps, fondamentalement, et qu'on assume aussi qu'il y a des sujets fondamentaux sur lesquels on a assumé de reformer ou d'accompagner les enseignants, comme le sujet de la laïcité, qui doivent faire partie de l'enseignement fondamental de celles et ceux qui sont devant les enfants dans la République ; et donc, mieux l'organiser, y mettre plus de moyens, un système de reconnaissance et le revaloriser.

Au-delà de tout cela, tout ce que je viens de dire à mes yeux est fondamental et, vous l'avez compris et vous le savez mieux que moi, sera l'objet d'immenses chantiers que le Ministre va avoir à poursuivre, au-delà de tous les autres. Mais nous ne transformerons pas l'école par une énième réforme des programmes, ni simplement par davantage de moyens. Il nous faut aussi changer, à mes yeux, de philosophie, de pratique, et revoir notre organisation pour atteindre notre ambition, celle que je partageais tout à l'heure, fort du constat établi. Et, je conclus par là mais cela où je voulais en venir, beaucoup va reposer sur vous, Mesdames et Messieurs, beaucoup, sur ce changement de méthode, mais j'y crois profondément.

Le 8 septembre prochain, je lancerai le Conseil national de la refondation. Il ne s'agit pas d'une nouvelle institution, d'un nouvel ensemble, collège, non, c'est plutôt une méthode, avec une idée qui est de mettre, autour du Président de la République, les forces vives de la Nation, politique, économique, sociale, académique, l'ensemble des élus, pour partager des constats d'abord, parce que, comme vous, je constate que le consensus sur l'état de la France, de l'Europe et du monde n'est parfois pas complet. Donc, essayer quand même de rebâtir du consensus sur où nous en sommes et où nous allons et d'essayer de créer de la convergence sur quelques objectifs et quelques méthodes. Très modestement, c'est ça l'objectif du Conseil national de la refondation, en impliquant les parties prenantes de la vie de la Nation. Si nous ne sommes pas d'accord sur l'état de la France et ses grands enjeux, il y a peu de chance qu'on soit d'accord sur les modalités techniques. Après, la vie politique, les différences, les divergences qui peuvent exister entre les forces politiques et sociales doivent vivre, mais il nous manque d'un socle de consensus, cette convergence et les choses ont dérivé ces dernières décennies. On doit le constater, c'est ça l'objectif de ce Conseil. Mais l'un de ses piliers, ce sera notre école, et l'objectif dès après le 8 septembre, ce sera ensuite de pouvoir le décliner au plus près du terrain.

Refonder l'école, réinstaller sur ses fondations, c'est assumer que l'école repose sur un objectif, celui que j'évoquais tout à l'heure pour nos élèves, notre jeunesse, et qu'elle doit être avant tout portée par ses professeurs, c'est-à-dire ceux qui la font vivre au quotidien, et pas simplement sur des méthodes qui sont parfois trop uniformes, trop pensées d'en haut. Je le dis avec beaucoup d'humilité collective, vous avez devant vous sans doute la personne qui est collectivement perçue comme la plus verticale de France. Ce n'est pas totalement vrai en fait, mais enfin, je ne suis pas là pour me plaindre des injustices, mais tout ça pour vous dire qu'on est tous partis dans une conversion des pratiques collectives. Je pense qu'il faut l'assumer.

Et donc, ce que je souhaite qu'on lance ensuite, pour l'école c'est un grand travail. J'ai envie d'appeler ça : grand travail, dont l'objectif est de bâtir un projet nouveau, école par école. Alors, ce n'est pas un grand débat là aussi, j'ai pratiqué le sport. Si on dit débat, les gens vont avoir le sentiment de dire : ils vont nous donner pour objectif de concerter et puis, ils vont ensuite faire la recette du côté de l'administration centrale et 6 mois plus tard ou un an plus tard, ils nous enverront des appels à projets. Et nous, on aura pédalé dans le vide, sans chaîne. C'est une catastrophe si on fait cela. Je vous le dis en toute franchise. Si on suit cette méthode, on a tout faux. Les gens n'ont pas besoin qu'on les occupe avec des réunions sur le terrain. Moi, je suis convaincu que nos enseignants, qui font ce métier avec un engagement et une passion folle, vous sur le terrain, il faut qu'on vous redonne du pouvoir, de la responsabilité et du sens. C'est ça l'objectif de ce projet, de notre école, et de celui qu'on va décliner établissement par établissement.

Alors, on m'a dit : il y a déjà des projets d'établissement. Ça fait 5 ans que je suis Président de la République et je n'étais pas au courant de ça. Demandez à beaucoup de directeurs d'établissement, d'ailleurs, ils ne sont souvent pas au courant eux-mêmes. Ils sont formels. Nous le savons bien, parce qu'ils répondent à un cahier des charges qui vient d'en-haut avec des tas de cases qui sont cochées mais il n'est pas assumé, porté, voulu. Soyons honnêtes avec nous-mêmes. Ce que je veux que nous puissions faire, à la lumière de ce que nous avons tenté, commencé et que nous sommes en train de réussir, je le dis avec beaucoup d'humilité et de reconnaissance pour celles et ceux qui en sont les acteurs à Marseille, c'est une méthode nouvelle qui part du bas ; pas par démagogie, parce que ce serait à la mode ou autre. Parce que, je le disais tout à l'heure, on doit recentrer le système sur les élèves et les objectifs conjoints ; ceux-là ne sont pas discutables. On doit redonner de la rémunération, de la reconnaissance et du sens aux enseignants. Nos enseignants, aujourd'hui, ce qui me frappe sur le terrain, c'est qu'ils sont pris en quelque sorte en étau, entre nous tous et je me mets dans le lot, femmes et hommes de bonne volonté qui avons des directives nationales, qui leur descendent par circulaire, par loi, par décret. Et la réalité du terrain qui est, dans les quartiers difficiles, encore plus difficile, les demandes des parents, les besoins des enfants, les contraintes... Et ils sont pris dans cette réalité. Vous le savez très bien et mieux que moi.

C'est là qu'ils perdent le sens parce qu'ils ont des moyens très homogènes, parce qu'ils courent après les changements permanents, parce qu'on ne leur redonne jamais du temps, de la possibilité de repenser leurs propres projets à la lumière de ce qu'ils voient, de ce qu'ils mesurent, de ce qu'ils savent mieux que vous et moi parce qu'ils y vivent, et qui leur permet de retrouver la confiance des parents d'élèves, des élus, de leurs élèves et des résultats. C'est pour moi le cœur de ce que nous devons conduire et donc, ce travail doit permettre à toute la communauté éducative de bâtir un projet au niveau de l'établissement et après peut-être d'en avoir, de manière plus large, au niveau de ce qui est un bassin de vie, autour des directrices et directeurs d'établissement, avec les enseignants, avec aussi les parents d'élèves, avec les partenaires associatifs qui sont

en charge du périscolaire, avec évidemment nos élus locaux qui vont jouer un rôle essentiel dans cette aventure, au sens noble du terme, pour bâtir leurs projets au plus près des besoins de leurs élèves. Ce qui veut dire, donner plus d'autonomie aux établissements dans leur organisation, dans les recrutements, plus de liberté aux professeurs, redonner aux équipes de nouvelles marges de manœuvre pour faire mieux réussir nos enfants et redonner ce faisant le goût, le sens de la mission. C'est une vraie révolution copernicienne que je vous propose, et je pèse mes mots.

D'abord, mieux former les élèves, c'est-à-dire mieux leur transmettre les savoirs essentiels, les valeurs de la République, qui sont aussi celles du dialogue, du respect et de la laïcité pour leur permettre justement de s'épanouir. Ensuite, mieux garantir l'égalité des chances en assurant en particulier, de manière plus concrète encore partout, le remplacement le plus rapide des enseignants absents, un suivi plus personnalisé en différenciant les réponses en fonction de ce que l'établissement sort lui-même, mieux orienter, conformément aux objectifs nationaux qu'on s'est donnés, et mieux insérer nos jeunes. Pour cela, ce que nous allons ouvrir, c'est un processus qui, d'abord repose sur le volontariat. On ne va pas dire à tous les établissements de France et de Navarre : « vous devez, à partir de tel jour de septembre, commencer à bâtir ce projet avec toutes les parties prenantes ». Non, s'il y a des gens qui ne veulent pas le faire, des établissements qui disent : « moi, je ne suis pas prêt, je n'ai pas envie, j'ai déjà trop de difficultés », cela doit être libre. Première petite révolution pour nous collectivement, il faut l'assumer, la liberté. Ne participent donc que ceux qui veulent, premier point.

La deuxième chose, c'est qu'ensuite il ne faut pas que ce soit du chiqué. C'est-à-dire ceux qui y participent, ce que je vous demande, c'est de leur faire confiance. Et donc, la révolution copernicienne, c'est qu'ils vont construire un projet. Ils vont prendre 3 mois, 4 mois, une feuille de route avec les parties prenantes, ce sera la leur et les administrations centrales, les rectorats, toutes les équipes, les DASEN devront être au service de ces projets. D'abord, vous allez les aider à les bâtir. On l'a vu dans l'expérience marseillaise, ce n'est pas évident, donc, leur apporter des compétences qui répondent à leurs demandes. Mais ensuite, quand je dis « ce n'est pas du chiqué », c'est qu'ils en sortiront avec un vrai projet d'établissement qui dira par exemple : « Nous, ici, on veut faire la classe flexible en mathématiques. Là, on veut faire le laboratoire pour le français. Là, on veut faire ceci ou cela », ce qu'on a commencé à faire et ce que je ne veux pas, c'est qu'au fond, on leur dise après 4 mois : « vous avez des supers idées. Maintenant, nous, on va se concerter entre sachants à Paris et on revient vers vous » et 6 mois plus tard, de débouler avec un cahier des charges national où on leur dira : « on a tous mieux compris que vous, et on a regardé le type à Lons-le-Saunier a une bonne idée. On va la généraliser en France entière ». Ça, c'est ce qu'on fait depuis toujours, ça ne marche pas.

Qu'est-ce qui marche dans cette méthode ? Et je le dis d'expérience, nous l'avons vu avec le ministre, ensemble, c'est qu'elle redonne justement de la reconnaissance et du sens. D'abord, au début, les enseignants ne vous croient pas. Je l'ai vécu à Marseille, c'était il y a un an. Beaucoup de gens sont contre, ils disent : « horreur, ça va être très libéral ». On redonne de la liberté, de la reconnaissance aux gens qui font, oui. Après, les gens, ils n'y croient pas vraiment parce qu'ils disent : « on connaît l'affaire, ils vont nous faire concerter, ils vont nous faire discuter. Puis après, ils reviendront avec leurs solutions. Et donc dans les premiers mois, nous serons observés. Ce que je vous demande, vous, c'est de m'aider, de nous aider, dans cette révolution copernicienne. Vous devez les aider, les aider à accoucher de leurs projets. On sait ce qu'on doit faire au niveau de la nation. Soyons simples sur les grands objectifs ; ne cochons pas les cases d'un truc formel qui viendrait d'en haut. Non, il faut les aider à accoucher de ce projet, et vous verrez, moi, je l'ai mesuré au bout de quelques mois, ils font l'expérience de la reconnaissance. Le système, nous tous, l'Éducation nationale, l'Etat, la République, nous fait confiance, il nous donne du temps et le reconnaît, rémunère, pour pouvoir faire ce travail, il nous donne la possibilité de nous réunir avec les parties prenantes, et il nous donne la possibilité d'organiser les choses comme on les pense bonnes. Accompagnez-les, aidez-les et aidez-moi dans cette conversion collective qui est, qu'au fond, l'administration centrale doit se mettre au service des rectorats, les équipes des rectorats au service complet de ces projets, allégeons collectivement la tâche descendante pour se mettre au service de l'accompagnement de ces projets. Et je pense que c'est, au moins, aussi important que tout ce que j'évoquais sur la revalorisation salariale, je vous le dis très sincèrement parce qu'on va redonner de la reconnaissance, du sens à des enseignants sur le terrain. Vous allez leur donner la possibilité de bâtir des méthodes éducatives qu'ils pensent bonnes, avec un collectif. Vous allez leur donner la liberté, s'ils le veulent — ce qu'on a fait d'ailleurs, qu'on a commencé — d'échanger avec des enseignants qui sont en Finlande, qui font ça, pour voir si ça marche ou pas et de le faire ensemble, de bâtir de l'intelligence collective.

Cette révolution que je vous demande, elle est très importante. Notre organisation, nous le savons, elle l'est aussi, parce qu'elle est face à tous ces défis verticaux. Mais soyez les facilitateurs permanents de ce travail, pour les accompagner, pour leur permettre de réussir. L'autre élément, c'est qu'on va y mettre les moyens, et je le dis ici aussi très solennellement.

La deuxième partie, le pacte avec les enseignants, il sera ouvert en particulier à toutes celles et ceux qui veulent s'engager dans cette logique. Pas seulement, parce qu'il y a peut-être des écoles où des établissements qui ne voudront pas s'engager dans cette logique au début, justement, de projets, bâtir notre école, mais qui vont faire des tâches au niveau de leur école. Ils ont le droit, si je puis dire, au deuxième volet, à cette part de

rémunération additionnelle qui est individuelle. Mais enfin, les tâches qui sont prises en compte, elles, doivent être éligibles à cette rémunération supplémentaire, cette reconnaissance, ce pacte avec les enseignants.

L'autre élément, c'est que nous allons mettre en place un fonds d'innovation pédagogique, doté de 500 millions d'euros. C'est un engagement que j'ai pris, il sera tenu ce pacte et cet argent, il sera affecté. Je ne veux pas qu'il y ait de contraintes de moyens, mais il sera affecté sur le terrain. Parce que l'autre clef dont je suis sûr, c'est que si les gens s'engagent dans cette logique, mais que pour faire le laboratoire de maths ou la classe flexible, ils attendent un an et demi pour pouvoir avoir le matériel ou les choses, on les perdra. Vous le savez comme moi. Et donc premier élément de confiance, c'est de leur dire : on est là pour vous aider, c'est du sérieux, vous allez changer votre vie, la vie de vos élèves.

Le deuxième élément c'est qu'on y met de l'argent, au moins 500 millions d'euros sur le fonds d'innovation pédagogique, et que cet argent sera au plus près du terrain et qu'il doit être déboursé au plus vite. Et donc je veux des procédures simples, et je veux qu'on puisse aller très vite pour accompagner ces innovations, ces nouvelles pratiques et qu'au fond, là aussi, on aille au bout de ce qu'on a fait dans des tas d'autres secteurs. C'est le droit de se tromper. On n'arrête pas de dire : je l'ai dit tant de fois, devant nos élèves, devant vous, c'est ce que vous voulez leur enseigner. Le droit à l'erreur, pour bien apprendre. Et nous, on fait comme si, en fait, à vous rectrices et recteurs, vous derrière, aux directeurs des établissements et aux enseignants : il n'y a pas le droit de se tromper. Donc il fallait tout bien border pour qu'il y ait un même schéma national. Et après tout bien vérifier, en contrôle a priori, pour que la région vienne très tard, quand on a tout vérifié. Ça décourage tout le monde. Et donc cet argent doit venir tôt, sur la base de ce fonds-là, pour commencer à changer l'avenir. Mais ensuite il faut qu'on ait un processus de confiance et un mécanisme qui va nous permettre d'améliorer, de corriger ou d'accélérer, avec un pilotage qui se fera au niveau des rectorats, puis une toute petite équipe auprès du ministre de coordination, qui permet de généraliser vite les bonnes pratiques.

Et je vous le dis de manière aussi très simple, il y aura des projets qui ne marcheront pas. Il y aura des écoles qui ne voudront pas faire de projets, ça n'est pas grave. Il y aura des projets qui n'arriveront pas à s'établir, ça n'est pas grave. Il y aura des projets qui échoueront, dans un an, dans deux ans, dans trois ans, ça n'est pas grave du tout. À chaque fois, les gens vont apprendre quelque chose sur eux-mêmes, l'école apprendra sur elle-même, l'ensemble des parties prenantes, et vous, énormément. Ce que je sais, c'est qu'il y en a beaucoup qui vont le faire ; que parmi eux, j'en suis convaincu, il y en a beaucoup pour qui ça va changer la vie. Et ces gens-là seront nos ambassadeurs de bonne volonté. Et ces gens-là, ce seront ceux qui, dans chacun de vos rectorats, feront qu'il ne sera pas permis de dire : l'éducation nationale ne nous respecte pas, parce que vous aurez, en fait, vraiment changé leur vie, parce que vous ne serez pas simplement vus comme les instruments d'un mécanisme indispensable pour les grands rendez-vous, c'est ce que nous devons faire et ce qui garantit l'égalité républicaine et l'organisation de la vie de la nation.

On aura toujours des éléments de verticalité, d'organisation un peu napoléonienne de notre administration de l'éducation nationale, qui est une force. Mais ils vous verront aussi comme des facilitateurs, et ils nous verront comme des gens qui reconnaissent leur mission, la valorisent, leur permettent d'avancer, puis comme les propagateurs d'innovations pédagogiques qu'ils auront conduites. C'est une révolution culturelle. Elle est clé, parce que le cœur du problème que j'évoquais tout à l'heure de nos élèves, de nos enseignants, de nos performances, je n'aime pas ce terme, il faut aussi le regarder, c'est la défiance collective. C'est le fait que tout se passe malgré l'amour commun sur des objectifs partagés. Au fond, nous n'avions pas confiance dans celles et ceux qui sont à la tête des écoles, pas totalement confiance dans les enseignants, encore moins confiance dans les élèves, et donc, on a un système qui repose sur une forme de défiance. Soyons exigeants et confiants. Donc, vous aurez des gens qui trahiront votre confiance, vous aurez des gens qui ne seront pas à la hauteur de votre confiance, est-ce que c'est grave ? Si la majorité voit que quand on est à la hauteur de la confiance donnée, on a plus de moyens, on est plus heureux, et on a de meilleurs résultats. La République a gagné en faisant confiance aux hussards de la République, mais on oublie souvent l'instrument formidable de l'almanach. Il y avait des porteurs de bonnes nouvelles et de république. Vous ne portez pas des circulaires ou des décrets ; vous serez les porteurs de bonnes nouvelles, aux toutes petites échelles, et j'en remercie infiniment les auteurs marseillais, en un an de temps, vous avez eu déjà des articles, des reportages, des enseignants, des directrices et directeurs d'établissements qui sont de bien meilleurs ambassadeurs que je ne le suis du projet. Ils l'ont vécu, ils le vivent, ils sont en train de le faire, c'est ça ce qu'il nous faut partout colporter. C'est cela qu'il nous faut faire advenir. Parce qu'il se trouve que la matière dont nous parlons n'est qu'humaine.

C'est donc cette confiance qui est à rebâtir par la reconnaissance, mais par cette révolution culturelle. Voilà, je ne vais pas être plus long, je l'ai déjà été, je voulais dessiner quelques axes. Je vais conclure en vous disant : si je suis là, ça n'est pas un hasard. C'est que je pense que les missions que vous portez, elles, sont essentielles, vous l'avez admirablement rappelé, Monsieur le chancelier, Monsieur le recteur, en me réinscrivant tout de suite, en me mettant la pression de ces lieux, tressant le lien de la Renaissance aux fins bâtisseurs de la République, jusqu'à aujourd'hui. Mais nous en sommes là. Et qu'il s'agisse de l'humanisme, de la Renaissance en Europe, des Lumières ou du combat républicain que notre pays a mené et conduit, le cœur de cette bataille, c'est la reconnaissance. Il n'y a rien de plus important que la dignité humaine, que l'homme au sens générique, son intelligence, sa dignité, ses droits et sa capacité à être citoyens et citoyennes, et l'universalisme qui

son intelligence, sa dignité, ses droits et sa capacité à être citoyens et citoyennes, et l'universalisme qui accompagne cet humanisme. C'est cela le combat qui est le nôtre. Il se trouve que les temps ont choisi pour nous. Ce combat n'est plus une évidence. Il ne l'est plus dans la République. Il ne l'est même plus en Europe. Il l'est encore moins à l'international. Le monde vit un moment illibéral, parce que sans doute nous nous étions endormis il y a maintenant 30 ans en pensant que ce qui était le fruit de combats successifs de la vie de notre continent, et tout particulièrement de notre pays, était en quelque sorte devenu un acquis. Il n'y a pas d'acquis dans l'humanisme, il y a un combat perpétuel.

Et c'est un combat de confiance et d'intelligence, et c'est celui que nous avons à conduire aujourd'hui dans chacune de nos classes, pour notre pays, mais au-delà de ça pour le rôle qui est le nôtre. Et c'est ce qui fait d'ailleurs que l'école a cette place si singulière, tout à la fois intime et collective. Figurez-vous, il y a si peu d'institutions qui nous touchent si intimement, dans lesquelles nous avons des souvenirs, d'odeurs, de bruits, de compagnonnages, de cris, des souvenirs heureux ou malheureux, si intimement ancrés en nous, et la conviction que c'est l'aventure la plus collective et la plus importante, parce qu'elle a fait la République et qu'elle tient la nation. C'est ça notre école. Et donc, oui, vous avez aujourd'hui ce combat à mener, qui est ce combat pour l'humanisme et l'universalisme. Rien de moins. J'en ai décliné quelques lignes auxquelles je crois, mais c'est là qu'il faut le remettre, pour nous permettre ensemble de rebâtir une société du progrès, parce que c'est à l'école qu'il se construit, et que notre démocratie repose sur un consensus sur le progrès, le progrès scientifique, et c'est à l'école qu'on apprend qu'il y a du vrai et du faux, qu'il y a des gens qui ont lu plus de livres que d'autres, et qui ont une autorité par le savoir.

Et si on ne l'apprend plus par l'école, le relativisme s'installe, derrière lui, le complotisme, et derrière lui, la destruction de toute possibilité d'organiser la vie en société, en crise ou hors crise, et la résurgence de tous les obscurantismes. Mais c'est à l'école aussi que se bâtit le progrès collectif, c'est-à-dire la capacité à conjurer le déterminisme social et donc la société de progrès, si fragilisée aujourd'hui, parce que les deux piliers que je viens d'évoquer sont bousculés, c'est à l'école qu'on pourra le rebâtir. Et c'est là aussi, que nous pourrions repartir, pour bâtir vraiment cette société du respect. La démocratie a un principe : tout est possible, on peut débattre de tout, avec qui que ce soit. Dans la République, le blasphème y est permis, parce qu'il y a avec cela un interdit de la haine et un devoir du respect ; respect de chacun dans sa singularité, respect sous toutes ses formes. C'est à l'école aussi qu'il s'enracine. Combat pour l'universalisme et l'humanisme, capacité à consolider la société du progrès et la société du respect : telle est au fond la grande histoire dans laquelle nous nous inscrivons, et celle pour laquelle les combats qui sont les nôtres méritent tous les efforts et toutes les audaces. C'est pour cette raison que je suis parmi vous aujourd'hui, et surtout que j'ai une confiance immense dans votre ministre, vos ministres et en vous-mêmes.

Vive la République et vive la France !